N° 360 — 17e Année

CINQ CENTIMES LE NUMÉRO

Mardi 26 Décembre 1905

RÉDACTION :
ROUBAIX, 69, rue des Fabricants (près la place du Trichon).
TOURCOING, rue Verte, 36

Siège administratif :
Rue Nationale, 51, à Lille.

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois : 5 francs. — Un an : 20 francs.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. [illegible]
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . 0 fr. 75
LOCALES . . . . 1 fr. »

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal ; à Paris, dans nos bureaux, 50, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE

Elections Sénatoriales

DU 7 JANVIER 1906

CANDIDATS

du Congrès Républicain Départemental

Alfred Girard,

Membre du Conseil supérieur de Commerce et de l'Industrie, Valenciennes, Sénateur sortant.

Maxime Lecomte,

Avocat, Docteur en droit, ancien Secrétaire du Sénat, Membre de la Commission des Douanes. Rapporteur du budget de la Justice, Sénateur sortant.

Auguste Potié,

Cultivateur, Membre du Conseil supérieur de l'Agriculture et de la Commission des Douanes, Conseiller-général, Maire d'Haubourdin, Sénateur sortant.

Jean Trystram,

Président de la Chambre de Commerce de Dunkerque, Sénateur sortant.

Paul Hayez,

Industriel, Membre de la Chambre de Commerce de Douai, Conseiller d'arrondissement, Sénateur sortant.

Paul Bersez,

Député, Maire de Cambrai, Vice-Président du Conseil général du Nord.

Charles Debierre,

Professeur à la Faculté de Médecine, Conseiller municipal de Lille.

Evrard Eliez,

Député, Président du Conseil général du Nord, Maire de Berlaimont.

LES FAITS DU JOUR

— A Loos-en-Gohelle, un berger s'étant endormi dans la paille en fumant sa pipe, a été carbonisé.

— A Bleulay, après un combat de coqs où son champion avait été vaincu, un mineur a jeté une chope à la tête de son beau-frère ; celui-ci est tombé sur le tesson du verre qui lui entra dans le cœur et le tue.

Les Destructeurs des Patries

Les grands destructeurs du principe des patries sont les hommes de fer et de sang qui partagent les nations à coups de hache, égorgent les familles humaines et en jettent les membres épars aux quatre vents du ciel. Qu'est-ce auprès de ces exploits que le rêve de l'ouvrier courbé sur son travail et qui, de temps en temps, se redresse pour interroger l'avenir et pour aspirer les souffles qui lui arrivent du large? Fut-il un plus puissant anarchiste en notre âge, un plus hardi perturbateur des patries historiques que ce Bismarck qui, sous prétexte d'unité, brise tout le système des nations qui l'environnaient, au Nord, au Sud, à l'Ouest, coupa les pieds au Danemark, condamna l'Autriche à l'impossibilité de vivre, et, par un atavisme barbare, restaura, à la fin du dix-neuvième siècle, les procédés des Huns et des Attilas?

Voilà les fléaux des patries! On dit qu'ils créent dans le sang et dans le fer des patries nouvelles. Il existait une patrie, la nôtre, la plus parfaite dans ses formes, la plus élevée par l'esprit, ni trop grande, ni trop petite, la plus unie dans ses éléments divers, la mieux entendue et la plus aimée, type et modèle admirable de l'idée même de patrie ; son intégrité importait à la conservation de toutes les patries européennes : en mutilant cet ouvrage merveilleux de la nature et de l'histoire, ce corps le plus vivant et le plus conscient qui se fût jusqu'alors formé dans le monde, le sauvage a bl essé cruellement toutes les patries. L'attentat fut monstrueux autant qu'imbécile, parce qu'il a interrompu l'évolution pacifique de l'humanité et qu'il a ramené des siècles lointains au temps de la science et de l'universelle critique les improvisations de la force brutale et de l'ignorance sans frein qui se croit tout permis.

La brèche faite au modèle des patries a ruiné le régime de toutes les patries dans l'univers. L'amputation pratiquée stupidement sur l'organisme le plus excellent qu'il y eût jusqu'alors entre toutes les patries des hommes et le plus haut placé dans l'échelle des patries arrivées à la pleine conscience d'elles-mêmes a fait un mal incurable autant qu'insupportable à l'Europe entière. Le culte et la religion des patries ont été ébranlés dans leurs fondements par le scandale de la conquête brute dans un temps qui était fait pour la justice et pour la vérité. La violation bestiale de la patrie exquise et parfaite entre toutes, la patrie des Français, a blessé [illegible] dans sa psychologie intime l'idée de patrie parmi les peuples.

Le chef-d'œuvre de l'histoire étant ébréché, comment en tirerez-vous des exemplaires pour la foule des nations? La mutilation sacrilège du type est une perte irréparable pour l'art entier. La loi des patries périt, quand vous l'avez violée avec succès par un crime si éclatant.

Il y a différentes sortes de revanches. C'est une revanche de l'idée de patrie qu'ayant été bafouée à ce point elle ait poussé l'Europe sur le penchant de l'anarchie qui se précipite. La patrie immortelle outragée plonge le monde dans les chaos. Une négation scélérate et triomphante fait naître le scepticisme universel. Vous accusez les abus de la démocratie prolétarienne, mais ils sont faits à l'exemple des vôtres et par les mêmes moyens que vous employez vous-mêmes ; ce n'est qu'une pâle imitation de vos fureurs. La Russie prend sur elle la revanche de ses défaites ; elle se venge du Japon en abattant le tsarisme autocrate. Elle introduit de nouveaux principes, de nouveaux éléments dans l'organisation politique et sociale de l'Europe. La France a réagi contre l'invasion et contre la défaite en fondant la République. Elle s'est maintenue par cette action d'éclat au premier rang de l'humanité. Elle s'est promis à elle-même d'organiser malgré tout le gouvernement de la raison et de la justice.

Notre confrère Sembat, l'autre jour, n'a pas montré ce point de vue, à la tribune de la Chambre des députés. Si la France du 4 Septembre, résignée et vaincue, avait gardé dans la défaite son gouvernement monarchique, trahie par ses chefs, trahissant elle-même sa Révolution, elle aurait perdu sa place dans l'univers : c'est ce que la droite n'a pas encore compris ; elle démontre ainsi, d'une manière éclatante, l'infériorité de son préjugé politique et social.

On verra les suites de ces événements. Nous ne sommes pas au bout. Prenons patience. Soyons forts pour avoir le droit de prendre patience. Aimons la France par-dessus tout. Soyons prêts à la défendre, s'il le faut, jusqu'à la mort, pour l'avenir du monde. Il y a toute une Europe nouvelle qui se forme et qui se développe sous l'Europe ancienne, hachée par les guerres, écartelée par la conquête ; cette Europe nouvelle pousse dans les sillons creusés en sens contraire par le despotisme et par la liberté, qui se trouveront en définitive avoir concouru au même ouvrage : vivons pour la voir se lever à l'aube du printemps! Soyons en mesure de pouvoir attendre. Durer : tout est là ! Et que la France ne soit pas absente quand la moisson sera mûre, elle qui a tant travaillé à la faire éclore!

HECTOR DEPASSE.

Les Elections Sénatoriales

L'Unité Cléricale-Progressiste

La *Dépêche* a publié hier la démonstration qu'elle avait annoncée de la nécessité de faire immédiatement l'unité cléricoprogressiste, c'est-à-dire de fusionner dès maintenant les deux listes « progressistes et « libérale ».

Dans son précédent article le journal clérical avait exposé les raisons politiques qui militent en faveur de cette unité, et qui peuvent se résumer ainsi : « Nous avons le même programme, les mêmes idées ; nous poursuivons le même but, le triomphe de la même politique ; et les « progressistes » ne sont pas moins réactionnaires » que nous. Dès lors, pourquoi nous diviser? Pourquoi marcher à la bataille en « ordre dispersé »? N'est-il pas préférable de faire dès aujourd'hui l'union que nous devrons faire pour le second tour de scrutin? »

A cette argumentation plausible, l'*Echo du Nord*, suivant son habitude dans les cas embarrassants, n'a rien répondu.

Aujourd'hui, la *Dépêche* développe ce qu'on peut appeler les raisons matérielles, portant sur les difficultés d'une entente entre les deux ou même les trois tours de scrutin; car notre confrère envisage l'éventualité improbable d'un troisième tour.

Il insiste sur le peu de temps dont les Comités disposeront pour négocier, pour faire les sacrifices nécessaires, et il se demande d'après quelle règle on fera les éliminations. Si l'on sacrifie les candidats ayant réuni le moins de suffrages, on risque de supprimer la représentation de certains arrondissements au profit des autres. Si l'on procède d'une autre façon, on provoquera des mécontentements et des « révoltes ».

Tout cela est exact, mais ne nous apprend pas grand'chose.

Le seul renseignement que nous donne l'article de la *Dépêche* est celui-ci : « Personne parmi les progressistes ne peut penser que les libéraux accepteront purement et simplement de retirer leur liste au second ou au troisième tour de scrutin et de voter pour les candidats progressistes. Ce qui, à la rigueur, a pu être fait quand il n'y avait qu'un siège à pourvoir est impossible quand on se trouve en présence d'une liste de huit candidats. Il faut donc nécessairement en arriver à cette obligation de fusionner les deux listes progressiste et libérale à l'un des deux scrutins de ballottage. Sans cela, c'est l'échec certain, tellement certain qu'il serait presque inutile de continuer la lutte ».

Nous croyons bien que de toutes façons les « libéraux-progressistes » n'éviteront pas cet échec.

Nous n'en serons pas moins curieux de lire la réponse de l'*Echo du Nord*.

Retraite en bon ordre

Devant notre proposition de répondre sans ambages aux questions posées par la *Dépêche* aux candidats républicains, à la condition que les candidats et journaux « libéraux » et « progressistes » répondissent d'abord aux questions que nous avons pris la liberté de leur soumettre depuis le commencement de la période électorale, la *Dépêche* a prudemment battu en retraite en bon ordre, et l'*Echo du Nord* n'a pas davantage relevé notre défi.

Il est donc démontré que les candidats des deux listes de droite ont peur de la lumière, qu'ils reculent devant les explications franches et loyales, qu'ils ne savent qu'alléguer et calomnier leurs adversaires, et ne se complaisent que dans l'équivoque et l'ambiguïté.

M. LOZÉ

M. Lozé est prolixe. Il écrit des lettres. Il fait publier par les journaux des interviews qu'il se prend à lui-même. Mais, nous constatons qu'il n'a pas encore osé répondre à une seule de nos questions. Il n'a pas le courage de répéter les déclarations républicaines qu'il faisait il y a trois ans à M. Fiévet lorsqu'il allait le relancer à la mairie de Caudry et à son domicile personnel, et, pour obtenir les voix socialistes, lui promettait formellement de continuer la politique du Bloc.

Et nous mettons M. l'ambassadeur au défi d'écrire aujourd'hui, comme en 1902, qu'il est l'**adversaire acharné** de la réaction.

Lozé, Chetteleyn, Gardon : trois transfuges du Parti Républicain ; trois renégats passés à la réaction et, pour la satisfaction de leurs ambitions, essayant de salir leurs anciens amis politiques, ceux qui furent leurs soutiens et leurs camarades de combat.

Voilà les plus brillants (?) représentants du Parti dit progressiste dans le Nord. On n'est pas fier dans ce Parti, et il faut que les candidats manquent à l'appel pour qu'on y confie le drapeau à des hommes qui, ayant trahi leur ancien Parti, trahiraient de même celui où ils figurent aujourd'hui, s'ils y trouvaient leur intérêt.

M. le Général Jeannerod

En présence de l'abominable campagne par laquelle les libéraux-progressistes, après les nationalistes, travaillent à jeter la démoralisation et la panique dans le pays en racontant que le général André a désorganisé l'armée et que notre défense nationale a été compromise par les radicaux, nous avons demandé à M. le général Jeannerod, qui a signé un manifeste où s'étalent ces odieuses accusations, d'apporter des faits et des preuves :

Nous lui adressons de nouveau cette formelle invitation.

Dans les graves circonstances actuelles, il n'a pas le droit de se contenter d'une allégation vague et imprécise, que nous qualifions, nous, de criminelle calomnie.

Il n'a pas le droit, non plus, de garder le silence.

Il est candidat, il est libre, il doit s'expliquer, il doit parler.

C'est pour lui un devoir impérieux. Nous espérons qu'il ne s'y dérobera pas.

LE PÉRIL CLÉRICAL

M. Lepez, député de Valenciennes, publie dans l'*Impartial* l'article suivant :

A lire la profession de foi des candidats progressistes, on a l'impression qu'ils se présentent en sauveurs de la patrie. Ils ne font aucune allusion à leurs alliés de droite, qui récolteront un chiffre de voix bien supérieur et qui leur parleront en maîtres.

Ils le font déjà, d'ailleurs. C'est l'*Action libérale* qui dirige la campagne électorale. Les voix progressistes ne seront qu'un appoint pour les voix cléricales. C'est le groupe le plus fort qui absorbera le groupe le plus faible.

C'est bien là le sens, d'ailleurs, des déclarations de la *Dépêche* et de la *Croix*. Déjà au temps de M. Méline le parti clérical disait très nettement que cet homme politique n'était là que comme un agent de transition entre l'état de choses nouveau et l'ancien état de choses ; qu'il fallait le soutenir parce que sa politique conduisait fatalement à la politique de recul, à la politique réactionnaire.

Dans leur profession de foi, les candidats progressistes disent qu'ils subissent la séparation des Eglises et de l'Etat. Ils s'inclinent douloureusement devant le fait accompli.

De leur côté, les cléricaux la considèrent comme une réforme diabolique. Ils donnent au pape des conseils de résistance ; ils engagent à prêcher la révolte ; et cela au moment même où ils font appel à l'union de tous les Français en prévision des événements graves qui pourraient s'accomplir.

Ils sèment la discorde au nom des intérêts de l'Eglise et ils ne recuteraient pas devant les conséquences d'une Révolution immédiate s'ils pouvaient espérer qu'elle serait favorable à leur cause.

Les citoyens dangereux, les mauvais patriotes, les voilà. Périsse la France pourvu que Rome soit sauvée. Leur patriotisme ne va pas au delà de ce point de vue.

Nous comprenons que certains progressistes, que certains républicains modérés, mais qui ne sont pas modérément républicains, aient vu l'abîme où voulait les entraîner le parti clérical. Quelques-uns ont résisté dès les premiers jours, les autres se sont ressaisis, se sont dégagés des liens dont la réaction voulait les envelopper.

Ceux-là ont voté la séparation des Eglises et de l'Etat. Ils ont formé un groupe progressiste dissident. Ils ont pensé qu'ils étaient des républicains et qu'ils ne pouvaient tomber dans les bras de ceux qui avaient toujours été les adversaires de la République.

Et, s'il y a un second tour, les candidats progressistes seront payés pour en faire l'expérience. Ils seront les prisonniers de leurs bons amis de la droite. Ou ils prendront leurs hommes, ou ils subiront leur programme, ce qui revient au même.

M. Chettelayn n'a pas voté au Sénat autrement que l'eût fait M. Scrive. Il ne le pouvait. Le plus fort contingent de ses électeurs lui venait du parti clérical. Et il a agi en dix représentants de l'opinion de ses commettants.

Quant à considérer MM. Girard, Lecomte, Potié, Trystram, Hayez, Bersez, Debierre, Eliez comme des révolutionnaires, comme des antipatriotes, c'est offenser le bon sens des électeurs sénatoriaux qui connaissent ces hommes politiques depuis plus d'un quart de siècle, comme des représentants à qui ont été déjà confiés de multiples et importants mandats.

Mais la passion cléricale a déteint sur la passion progressiste. Et la plus petite réforme comme la plus petite indépendance d'esprit font peur à ceux qui veulent remonter le cours des siècles, comme disait Gambetta.

Par crainte des idées nouvelles, il faudrait se fermer les yeux, se boucher les oreilles et, aveugles et sourds, remettre les destinées de la société et du pays entre les mains de l'Eglise.

On sait trop ce qu'elle en ferait.

F. LEPEZ.

SERVICE SPECIAL

NOS TÉLÉGRAMMES

LES EFFECTIFS ALLEMANDS à la frontière française

Tout est normal

Paris, 25 décembre.

La publication des résultats du dernier recensement permet de se rendre un compte à peu près exact de l'effectif des corps de toutes armes stationnés à proximité de notre frontière. Deux exemples, choisis de telle façon que les calculs à faire soient de la plus grande simplicité, prouvent, dit le *Temps*, que les chiffres indiqués, il y a quelques mois, par divers journaux français, sont tout à fait inexacts.

Les deux villes de garnison précitées sont : Morhange et Wissembourg. La première est occupée par deux régiments d'infanterie (six bataillons), un groupe monté (trois batteries) et un escadron (le 4e du 14e régiment de chasseurs) ; la deuxième n'a qu'un régiment d'infanterie à trois bataillons.

Voici les résultats du recensement : Morhange, 4.364 militaires; Wissembourg, 1,945.

Les troupes stationnées en Alsace et en Lorraine sont à l'effectif *fort* (à l'exception de ceux des régiments d'infanterie qui n'ont que deux bataillons). Les chiffres budgétaires assignés audit effectif fort sont les suivants :

Etat-major de régiment d'infanterie : 2 officiers, 6 médecins, 12 sous-officiers, 45 hommes.

Trois bataillons, comptant chacun : 22 officiers, 2 employés, 74 sous-officiers et 566 hommes. D'où il résulte qu'un régiment de cette espèce doit comporter — officiers compris — 2.058 militaires. Or, le régiment de Wissembourg ne figure qu'avec 1.945 unités.

L'effectif budgétaire d'un escadron de cavalerie est de : 19 sous-officiers et 123 cavaliers ; celui d'un état-major de groupe est de : 2 officiers, 2 employés, 2 sous-officiers ; celui d'une batterie, de : 4 officiers, 21 sous-officiers et 107 hommes. D'après quoi, la garnison de Morhange devrait représenter un total de 4.663 unités. Il est en réalité de 4,364.

Nous voici donc bien loin des compagnies à 250 hommes.

Les troubles de la Guadeloupe

Paris, 25 décembre.

Nous avons annoncé hier que les immeubles du secrétariat général et du Trésor, à la Basse-Terre, avaient été entièrement détruits le 22 décembre, dans la nuit, le lendemain de la condamnation des accusés impliqués dans l'affaire des élections de la commune de Vieux-Habitants.

D'accord avec le gouverneur de la Guadeloupe, le ministre des colonies vient d'adresser un câblogramme au gouverneur de la Martinique, lui enjoignant d'envoyer d'urgence à la Basse-Terre deux compagnies d'infanterie coloniale. Ces troupes seront pour mission d'assurer, de concert avec la gendarmerie, le maintien de l'ordre.

Pour les professeurs de Collège

Paris, 25 décembre.

Hier, a eu lieu, sous la présidence du ministre de l'instruction publique, un banquet offert par la fédération nationale des professeurs de collège, à tous ceux qui à des degrés divers ont fait aboutir dans la dernière loi de finances la réforme qui diminue la différence entre les situations faites aux professeurs chargés de cours des lycées et à leurs collègues des collèges égaux en grade et remplissant les mêmes fonctions.

Des discours ont été prononcés par MM. Bonin, président de la fédération ; Arrousez, l'un des représentants des professeurs de collège au conseil supérieur de l'instruction publique ; Ferdinand Buisson, Goujon, Lafferre, députés, et enfin le ministre.

M. Bienvenu-Martin, en rendant hommage au mérite des professeurs de collège, a approuvé leurs revendications. Il a déclaré ne pas s'effrayer du mot et vouloir doter la chose de tout son pouvoir, de toute sa bonne volonté. Le ministre s'est exprimé avec une particulière netteté sur la plus urgente des réformes sollicitées par les professeurs de collège, celle qui est relative à la régularité de l'avancement.

L'AGITATION CATALANISTE

Tentative d'assassinat contre un cardinal

Barcelone, 25 décembre.

Hier soir, à huit heures, au moment où le cardinal Casanas, archevêque de Barcelone, sortait de la cathédrale, un anarchiste a tenté de le poignarder ; un chanoine a pu faire dévier le coup en frappant l'agresseur au visage.

Cet anarchiste, arrêté par la police, a été trouvé porteur d'un revolver et d'une fiole de poison, qu'il se proposait d'absorber après son crime afin de se suicider.

C'est un ouvrier tisserand nommé José Salas Comas, âgé de quarante-neuf ans, chef du groupe anarchiste de Vich.

Le gouverneur de Barcelone est allé en personne interroger l'agresseur.

On a trouvé en possession de celui-ci une lettre où il exposait le mobile de son acte et manifestait le dessein de se suicider après avoir commis son assassinat.

L'opinion générale est que Salas Comas a agi sous l'impression de la lecture des accusations que certains journaux ont portées contre le cardinal Casanas, qui a été mêlé au mouvement catalaniste et avait demandé l'enseignement du catéchisme en langue catalane.

Brûlées vives

Paris, 25 décembre.

Le feu s'est déclaré ce matin, vers deux heures, dans une chambre occupée au n° 173 de l'avenue de Clichy, par Mme Desroy, tandis que cette dernière avait été réveillonner chez des amis, en laissant sa fillette Suzanne, âgée de huit ans, à la garde de sa grand'mère.

Quand les voisins, attirés par la fumée, pénétrèrent dans la pièce, ils trouvèrent les deux cadavres complètement carbonisés. On suppose que l'incendie s'est déclaré pendant le sommeil des deux malheureuses, et qu'elles ont été asphyxiées avant d'avoir pu appeler au secours.

M. Rouffaud, commissaire de police du quartier des Batignolles, a ouvert une enquête.

Père de vingt-trois enfants

Rochefort, 25 décembre.

Le ministre de la marine a envoyé une somme de 50 francs à Mme Fleurit, femme d'un ouvrier de l'arsenal de Rochefort, qui vient de mettre au monde son vingt-troisième enfant.

La Révolution en Russie

La situation générale

Un calme relatif continue à régner dans Saint-Pétersbourg. A Moscou, où la révolution avait prononcé son principal effort et où elle espérait constituer un gouvernement provisoire, les troupes restant maîtresses de la partie centrale de la ville, gardent les gares et traquent les révolutionnaires dans les faubourgs où ils résistent encore.

D'Odessa, on annonce qu'une grève partielle des chemins de fer intercepta les communications avec Kharkof, Nicolaïef, Rostof-sur-le-Don. La ligne du sud-ouest (Kief-Odessa), qu'on avait annoncée à tort comme étant en grève, continue à fonctionner.

La grève des postes et télégraphes, qui s'était prolongée à Odessa jusqu'au 24 au matin, a pris fin en ce moment. L'effervescence reste grande dans la ville et laisse craindre des troubles analogues dont Odessa fut le théâtre, du 28 octobre au 4 novembre dernier.

L'état de siège est proclamé à Tambof, Koslof et dans dix autres villes. Si l'on ajoute à ce chiffre les villes de Moscou, de Kief, la Pologne tout entière, les provinces baltiques, et si l'on tient compte des ordonnances récentes, qui investissent les gouverneurs des pouvoirs spéciaux ressortissant à l'état de siège, en ce qui concerne la répression des grèves des chemins de fer et des télégraphes, on pourra conclure que la Russie est tout entière soumise au régime militaire. Un diplomate russe de passage à Paris définissait hier cette situation : la dictature sans dictateur.

La journée du 24 à Moscou

Moscou, 25 décembre.

Dans l'après-midi du 23, une accalmie momentanée se produisait. Mais le 24, la lutte recommençait dans divers quartiers de la ville. Les dépêches suivantes montrent quelle était à ce moment la situation.

Depuis ce matin, la troupe tire des feux de salve et l'artillerie tire à mitraille contre les barricades que les pompiers incendient ensuite.

Les collisions qui s'étaient produites dans la Tverskaïa se sont étendues dans les rues de Karetnaïa, Sadovaïa, Nagileuïa et sur le boulevard Strastnoï, où elles ont eu un caractère particulièrement grave.

Dans la rue Karetnaïa, des révolutionnaires embusqués ont blessé 20 gendarmes.

Hier, on avait compté 300 blessés ; le nombre en est aujourd'hui beaucoup plus considérable.

Ce soir des collisions ont éclaté dans les faubourgs.

Une bombe a été jetée dans la rue Svetchnoï.

La troupe occupe les gares.

Sur tous les points où hier les barricades ont été détruites, les révolutionnaires en ont élevé de nouvelles. La rue de Brest est, jusqu'à la gare, encombrée de barricades. De nouveaux canons ont été amenés sur la place Strastnoï. Près de la fontaine du Patriarche, dans la rue Bronnaïa, près de la halle aux voitures, dans les rues Petroïska et Tverskaïa, les révolutionnaires échangent des coups de feu avec la troupe.

Dans la nuit, une machine infernale éclata tout à coup dans le magasin d'armes Thorbeck que les révolutionnaires avaient pillé. Un incendie se déclara à l'hôtel Métropole, voisin du magasin Thorbeck ; on put l'éteindre rapidement.

Dans la nuit, les révolutionnaires ont essayé, sans succès, de piller la boutique de l'armurier Brabetz.

Ce matin, à onze heures, on entendit de rares coups de canon.

Ce matin, on estime à 200 environ le nombre des blessés. Le chiffre des morts est inconnu. Certains disent qu'il dépasse 2.000.

DANS LES PROVINCES

La grève partout

St-Pétersbourg, 25 décembre.

Dans les provinces, on annonce des grèves et des désordres.

A Tver, la population rurale refuse de payer tout impôt. Il en est de même dans d'autres endroits. A Koslof, à Tambof, où l'état de grève a été proclamé, et dans d'autres villes de la Russie centrale, l'arrestation des anarchistes en possession de nombreuses bombes a prévenu les troubles ; à Simferopol, la fermentation de la population devient plus grande.

A Rieron, une bande de grévistes s'est efforcée de délivrer les prisonniers de la prison municipale ; les cosaques les repoussèrent.

Bientôt, ce ne sera plus partout que famine, maladies et crimes. Déjà des bandes affamées s'en vont, pillent ce qu'elles rencontrent. A la station de Nicolaïefka, sur le chemin de fer de Kazan, 59 wagons chargés de vivres furent mis à sac.

On mande d'Odessa au *Standard*, 24 décembre, que la grève des postes et télégraphes a pris fin le matin ; par contre, sur un avis reçu de Saint-Pétersbourg et de Moscou, presque tous les corps de métier ont cessé le travail. Les révolutionnaires se proposent d'isoler la ville et de supprimer toutes les sources de revenu du gouvernement.

La nuit dernière, ils ont pénétré dans une imprimerie et se sont emparés de 10.000 proclamations. Dans une fonderie de fer qu'ils avaient envahie, ils se sont emparés du fer qu'ils ont pu trouver à leur convenance et ont forgé sur-le-champ des épées et des poignards.

L'aveuglement du Czar

Dimanche, un officier, venu d'une province éloignée, a été reçu par l'Empereur qui lui a dit :

« J'ai donné à mon peuple plus de liberté qu'il n'en réclamait ; la nation ne se les est pas encore assimilées. Avant que cela soit fait, je suis résolu à ne pas faire une concession de plus. »

[illegible]

Le correspondant du *Journal* à St-Pétersbourg déclare inventée de toutes pièces la dépêche d'après laquelle le général Linévitch se serait déclaré impuissant dans la lutte contre la révolte de l'armée de Mandchourie, et dit qu'aucune émeute militaire ne s'est produite à Kharbine. Mais cette information est, comme les autres, sujette à caution.

Les gouvernantes françaises

Le correspondant de la *Gazette de Francfort* à Berlin dit qu'on mande de Windau (source allemande) que 300 gouvernantes françaises de Riga ont fait appel à la protection du consul allemand.

Petites Informations

PARIS

— M. Sigismond Lacroix, ancien député, rédacteur au *Radical*, est nommé directeur de l'asile de Ville-Evrard, en remplacement de M. Belot, admis à la retraite.

— Le curé de Lérouville (Meuse) est attaqué comme d'abus devant le Conseil d'Etat par Mme Grosjean qu'il avait récusée comme marraine au baptême d'un enfant.

— Les garçons épiciers en grève ont envahi une épicerie de la rue Saint-Ferdinand ; ils en ont été chassés par la police.

FRANCE

— M. Jonnart a quitté Alger pour une tournée de dix jours dans le Sud-Oranais ; il sera le 18 janvier au Congrès de Versailles en qualité de député du Pas-de-Calais.

— Le général Voyron dirige les grandes manœuvres d'Indo-Chine auxquelles prennent part 8.000 hommes.

— Le cuirassé *Charlemagne* est rentré à Toulon, retour de Mitylène.

— Le Congrès des employés de trésoreries générales et de recettes des finances s'est tenu à Lyon : ces employés demandent qu'on les assimile à leurs collègues des grandes administrations publiques.

— La Chambre de commerce française de Londres a envoyé à la Chambre de Morlaix 20.000 francs pour être répartis entre les familles des naufragés de l'*Hilda*.

— A la Rochelle, 4 dockers ont manifesté bruyamment devant l'Hôtel de Ville en conspuant la municipalité.

— La *Ville du Havre*, allant de Saint-Malo à Dunkerque, a touché une roche sur la côte d'Aurigny, et coulé à pic ; l'équipage est à Cherbourg sain et sauf.

— M. Moreau, de Néris, en exécutant des fouilles à Néris-les-Bains, a mis au jour une piscine romaine à revêtements de marbre d'une grande beauté.

— Un jardinier de Joncy, Elie Renaud, 48 ans, s'est tué d'un coup de fusil dans la tête ; il avait déjà tenté de se pendre à Paris, à la statue d'Henri IV.

— La publication, par la Secrétairerie d'Etat du Vatican, du *Livre Blanc* sur le conflit avec la République Française est imminente. (Tenons-nous bien ! Le pape est absorbé dans la correction des épreuves. (Nous voilà frais !)

ETRANGER

— Le mouvement anglophile provoqué par les commerçants de Berlin s'accentue de jour en jour : le bourgmestre vient d'inviter le lord-maire à visiter Berlin au mois de juin.

— Les paysans Ruthènes sont très montés contre les Polonais qui refusent le suffrage universel et le gouvernement qui parle de leur faire la concession du suffrage à deux degrés.

— Les relations sont très tendues entre la Perse et la Turquie qui incessamment à chaque instant l'une chez l'autre.

— Le philanthrope anglais George [illegible] vient de donner 100.000 livres st. à l'armée du Salut pour expérimenter son projet de « retour à la terre » par la « location » de [illegible] choisis parmi les sans-travail.